



Séance ordinaire du mercredi 20 juin 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Serge BOULET, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY.

Absents :

Lorraine ACQUIER, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Mustapha MAJDOUL, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PENSO.

Excusés :

Geniès BALAZUN, Renaud CALVAT.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet de renouvellement urbain de la Mosson - Étude juridique et foncière Mosson Sud - Convention de cofinancement Montpellier Méditerranée Métropole / Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) / Établissement Public National d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux (EPAREGA) - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le quartier de la Mosson et la copropriété des Cévennes ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), pour bénéficier du nouveau programme national de renouvellement urbain.

A ce titre, la signature le 16 décembre 2016 du protocole de préfiguration, marque une étape importante dans la poursuite du processus de réinvestissement urbain de ces deux quartiers. Cette signature confirme le soutien des partenaires de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier au devenir de ces quartiers prioritaires, mais elle témoigne également de l'ambition du projet montpellierain.

L'objet du protocole de préfiguration est de permettre la définition d'un programme urbain dont la faisabilité aura été expertisée (études générales et techniques, plan de financement, montage opérationnel). Il recense ainsi les études à engager pour aboutir à la formalisation d'une convention de renouvellement urbain à intervenir avec l'ANRU notamment.

La partie Sud du quartier de la Mosson, cœur du projet urbain, devra intégrer la réorganisation, la requalification et la redynamisation de l'appareil commercial existant, visant à développer une offre de proximité de qualité pour les habitants du quartier et à favoriser la venue d'une clientèle issue des quartiers alentours grâce à une attractivité commerciale renouvelée. Pour cela, le programme d'études du protocole prévoit la réalisation de deux études sous maîtrise d'ouvrage de l'Établissement Public National d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux (EPARECA). Une étude portant sur le diagnostic et les perspectives d'évolution des principales polarités commerciales, achevée en 2017, et une étude juridique et foncière, objet de la présente délibération, traitant uniquement des commerces du Sud Mosson.

Ainsi, cette deuxième étude prévoit :

- une analyse de la structure de la copropriété des commerces,
- une estimation des murs commerciaux,
- une évaluation des fonds de commerces,
- des enquêtes auprès des commerçants et exploitants concernés.

Le protocole de préfiguration entérine le plan de financement de cette étude juridique et foncière pilotée par l'EPARECA, pour un montant de 25 582,50 € HT (30 699 € TTC) et cofinancé par :

- Montpellier Méditerranée Métropole pour 10 233 €,
- la Caisse des Dépôts et Consignations pour 10 233 €,
- l'EPARECA pour 10 233 €.

La convention soumise à validation et ses annexes ont pour objet de définir les modalités pratiques et financières du partenariat entre la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPARECA, maître d'ouvrage, pour la réalisation de cette étude juridique et foncière relative au quartier de la Mosson.

Cette convention fixe en particulier les conditions de suivi de l'étude et les modalités de versement des subventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'EPARECA et la Caisse des Dépôts et Consignations visant à préciser les conditions pratiques et financières à la réalisation d'une étude juridique et foncière,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le
\$Delib.report.AIRS_CLI_RAP_DTE
_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?
string.short}

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180620-43023-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/07/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.